

Un ex-ministre des Affaires étrangères DÉNONCE les coups tordus de l'OTAN | Evarist Bartolo

L'ancien ministre maltais des Affaires étrangères Evarist Bartolo explique, fort de son expérience, comment les États-Unis gèrent leur empire étendu et comment même d'autres membres de l'UE servent d'exécutants de l'ordre transatlantique. Symposium de l'Université de Kyoto 2026 : « Géopolitique à l'époque des monstres » Conférence inaugurale 1 : Evarist Bartolo Evarist examine comment les petits États peuvent défendre leur souveraineté dans un monde de plus en plus militarisé. S'appuyant sur l'expérience de Malte en matière d'indépendance, de neutralité et de retrait des bases étrangères, il soutient que la diplomatie offre des alternatives à la dépendance envers des alliés puissants. Il critique également les dirigeants européens et la politique étrangère de l'Europe. La discussion avec le public aborde l'OTAN, les risques nucléaires, les relations avec l'Afrique, le pouvoir économique, la corruption et les limites pratiques de l'indépendance. Enregistré au Symposium de Kyoto 2026, avec questions-réponses. Liens d'Evarist : Site officiel : <https://evaristbartolo.mt/bio/political-career/> Programme du Symposium de Kyoto : <https://neutralitystudies.com/events/kyoto-symposium-2026> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenez Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique de Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Introduction : le pouvoir et « l'époque des monstres » 02:11 Le chemin de Malte vers la souveraineté 08:12 Soutenez Neutrality Studies 10:24 Bases de l'OTAN et risque nucléaire 18:11 Les dirigeants européens et les alternatives perdues 29:42 Questions-réponses : l'Europe, l'OTAN et la diplomatie 39:50 L'Europe, les médias et l'influence politique 58:26 Le capital, la souveraineté et les petits États

#Pascal

Merci.

#Evarist Bartolo

C'est un plaisir d'être ici, et de rencontrer en personne des gens que je suis pendant mes nuits d'insomnie. Je suis vraiment très heureux d'être là. La géopolitique à l'époque des monstres. Y a-t-il déjà eu une époque sans monstres ? Est-ce seulement maintenant que l'Occident y goûte — que les élites dirigeantes occidentales goûtent à leur propre médecine — qu'elles découvrent les monstres ? Parce que, selon moi, les monstres sont là depuis de nombreux siècles. Mais tout dépend de qui ressent la douleur. À Davos, Mark Carney a découvert les monstres et a déclaré : « C'est plus qu'une

rupture. » Je le cite. Il a dit : « Oh, c'est terrible, maintenant. Il y a deux poids, deux mesures. L'État de droit est fini. Il y a des sanctions. »

Je ne comprends pas comment il a pu ne pas mentionner que, entre mille neuf cent soixante et onze et deux mille un, trente-huit millions de personnes sont mortes à cause des sanctions que les États-Unis et l'Union européenne leur ont imposées. Si l'on parlait simplement de mille neuf cent quarante-cinq jusqu'à aujourd'hui, et qu'on regardait le nombre d'assassinats politiques, de coups d'État menés contre ces pays et ces dirigeants qui ont essayé de dire : « Tuons les monstres qui nous dévorent depuis tant d'années. » Et je pense que le plus grand affrontement aujourd'hui, c'est que, d'un côté, il y a l'élite au pouvoir en Occident, qui veut continuer à vivre aux dépens des autres. Et de l'autre, il y a ceux qui disent : « Nous sommes prêts à vivre avec les autres. Nous n'accepterons plus de vivre sous la domination des autres. » C'est entre ces deux camps que se joue l'affrontement. Mais cela dure depuis des siècles. Ça ne date pas de la Seconde Guerre mondiale. Et moi, je viens justement d'un pays...

C'est très petit. Hier, l'agente des passeports, avec le sourire, m'a dit : « Oh, Malte, Malte, c'est très, très petit. En fait, c'est même plus petit que ça, vous savez, dans certaines régions de la Méditerranée. Si vous voulez dire que quelque chose n'existe pas, vous dites : "Malta yok". » Mais nous existons. Nous existons. Nous existons depuis au moins huit mille cinq cents ans. Mais nous ne sommes souverains et indépendants que depuis soixante-quatre ans. Ce qui veut dire que, si l'on ramenait huit mille cinq cents ans à vingt-quatre heures, nous ne serions souverains que depuis les dix dernières minutes. Mais ces dix dernières minutes ont été les meilleures pour la population maltaise. Non pas parce que nous avons eu d'excellents gouvernements pour nous diriger, mais parce qu'enfin, depuis mille neuf cent soixante-quatre, les décisions ont commencé à être prises à Malte, pour les Maltais, et non pour servir les bases militaires stratégiques de ceux qui nous ont conquis pendant deux mille ans, les uns après les autres.

Si je me concentre simplement sur les deux cents dernières années, lorsqu'il y avait une forte concurrence entre l'Empire britannique, l'Empire français et l'Empire russe, et qu'au final l'Empire britannique l'a emporté, dès le tout début, même avant que cela ne soit officialisé, la Grande-Bretagne a très clairement dit aux Maltais : vous savez, oubliez vos aspirations nationales. Ne parlez pas de démocratie. Ne parlez pas de liberté de la presse. Nous avons besoin de vous comme base, et de rien d'autre. Et pendant pratiquement deux cents ans, Malte n'a servi que de base. Et comme elle est si petite, si vous avez des forteresses, des pistes d'atterrissage pour les avions militaires, des bases, où mettez-vous vos hôtels ? Où mettez-vous vos usines ?

Où est-ce que vous développez votre commerce, surtout ? Et puis, les Britanniques ont été très clairs : « Nous allons vous diriger comme une dyarchie. » Autrement dit, vous avez deux dirigeants en même temps. Les choses vraiment sérieuses, les grandes décisions, se prennent à Londres, et vous, vous vous occupez de quelques routes. Mais même pour les routes, il faut faire attention. Avant de construire une route, il faut réaliser une évaluation de son impact militaire, pour vérifier qu'elle ne porte pas atteinte à nos intérêts stratégiques. Donc tout, absolument tout, était consacré à cela. Et

qu'est-ce que ça signifie ? En réalité, pour que les Maltais puissent avoir une vie décente dans leur propre pays, il leur fallait la souveraineté. Avant cela, la moitié de notre population émigrerait vers différents endroits.

#Evarist Bartolo

Mais la souveraineté ne suffisait pas.

#Evarist Bartolo

Il fallait une véritable souveraineté, et avec elle, la neutralité et la fermeture des bases militaires et navales étrangères. C'est seulement après cela que, au cours des vingt-trois dernières années, si l'on se réfère à l'indice de développement humain des Nations unies, Malte a été classée parmi les pays les plus avancés du monde, en matière de revenus, d'éducation et de santé. Mais cela n'a été possible que parce que nous sommes devenus souverains, neutres, et que nous n'avons ni bases militaires ni bases navales. Dans notre cas, cela va forcément de pair. La politique étrangère est le prolongement de la politique intérieure. Totalement, totalement, totalement. Mais tout cela n'a pas été fait au hasard.

Je ne souscris pas à la théorie des grands hommes dans l'Histoire, mais les dirigeants comptent. Sans dirigeants, sans vision — à condition que cette vision exprime les besoins des gens — nous n'en serions pas arrivés là. Et cette vision, c'est celle de Dom Mintoff. Il y a environ dix mille îles en Méditerranée. Seules deux cent trente sont habitées. Une seule est neutre, souveraine et sans bases militaires : Malte. Et c'est parce que Mintoff a œuvré pour que cette vision devienne réalité. Cela ne veut pas dire qu'il l'a toujours pensé. En fait, c'est intéressant, parce que Malte est un cas d'étude très révélateur pour comprendre le colonialisme.

Nous sommes l'un des rares membres de l'Union européenne à avoir été colonisés, plutôt que colonisateurs. Même si nous avons une sorte de syndrome de Stockholm vis-à-vis du colonialisme, et de nos colonisateurs. Parce que nous sommes toujours amoureux des chevaliers de Malte et, je pense, dans une certaine mesure, même des Britanniques. Mais cela a été très clair lorsque, dans les années cinquante, Mintoff a dit aux Britanniques : « Soit nous serons comme vous, et vos égaux, soit nous tracerons notre propre voie sans vous. » Évidemment, la logique de l'impérialisme et du colonialisme voulait qu'ils ne souhaitent pas que les colonisés deviennent comme eux et leurs égaux. C'est alors que le mouvement national pour l'indépendance a pris son essor, avec, en même temps, le concept de neutralité. Et en mille neuf cent cinquante-huit, Mintoff a écrit un article très célèbre, intitulé « Malte, la Suisse de la Méditerranée », dans lequel il disait : « Écoutez, c'est notre voie. Nous n'accepterons plus aucune base militaire ou navale. »

#Pascal

Petite remarque, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à mon Substack. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou en achetant certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont juste en dessous.

#Evarist Bartolo

Les Britanniques se sont servis de l'Église catholique pour l'empêcher d'accéder au pouvoir. Dans les années soixante, c'était un péché mortel de lire les journaux travaillistes, de faire de la politique à Malte. On ne pouvait pas se marier à l'église. Mais en mille neuf cent soixante et onze, il est arrivé au pouvoir. Et immédiatement, il a commencé à négocier un nouvel accord, un nouvel accord de défense avec la Grande-Bretagne. Le premier principe, c'était que, depuis mille huit cents, la Grande-Bretagne n'avait pas versé une seule livre sterling pour les ressources, les installations, les bâtiments occupés, les terrains occupés et utilisés à des fins militaires, navales et pour la Royal Air Force. Ils n'avaient pas payé un seul centime. Et il a dit : « Vous savez, maintenant, vous devez payer, afin que nous transformions notre économie, qui reposait à soixante pour cent sur la présence des forces militaires. Ainsi, nous pourrions avoir du commerce, de l'industrie, du tourisme et des services financiers. » Et il a commencé à travailler dans ce sens.

Entre-temps, il est important de souligner certains éléments qui, à mon avis, restent très pertinents aujourd'hui. Par exemple, en mille neuf cent cinquante-trois, il y avait le docteur George Borg Olivier. Il appartenait en quelque sorte à un parti de centre droit, mais dans la tradition démocrate-chrétienne, et non dans la tradition conservatrice britannique. La veille de Noël mille neuf cent cinquante-trois, il a reçu la visite du gouverneur britannique. Celui-ci lui a dit : « Demain, je vais adresser mes vœux de Noël à la population maltaise. Et je vais aussi lui annoncer que le centre de commandement Sud de l'OTAN va être installé à Malte. » Le Premier ministre lui a alors répondu : « Mais comment allez-vous faire cela ? Vous ne nous avez même pas consultés. Et dans vos vœux, il y aurait, vous savez : "Joyeux Noël", et aussi : "L'OTAN arrive ici", sans avoir rien négocié avec les Maltais. »

Et le gouverneur britannique a dit, vous savez, ça ne vous regarde pas. Ce sont des domaines réservés. L'OTAN va intervenir. Et l'OTAN est intervenue. Avec elle est finalement arrivée la Sixième Flotte américaine. On a aussi utilisé les pistes d'atterrissage de la Royal Air Force et de l'aviation américaine, en prenant aux agriculteurs des petits morceaux de terre à Malte pour construire tout ça. En fait, ce genre de discrétion a contribué à alimenter le mouvement pour l'indépendance. Et cette indépendance ne signifiait pas seulement la souveraineté. Elle voulait aussi dire se débarrasser des bases militaires et navales. En même temps, il y a quelque chose d'intéressant que nous n'avons appris qu'en deux mille vingt-trois. En mille neuf cent cinquante-neuf, les autorités britanniques ont réalisé un rapport secret sur ce qui se passerait si une petite bombe atomique était larguée sur Malte, afin de neutraliser et de détruire tous les centres névralgiques de l'OTAN sur l'île.

Et ils disaient que cela anéantirait les deux tiers de la population, et que le pays deviendrait complètement, non seulement inhabitable, mais réduit à un simple morceau de roche. Cela n'a jamais été rendu public. Ça ne l'a été qu'en deux mille vingt-trois. Mais en même temps, de manière très cynique — et je m'en souviens, enfant, je suis né en mille neuf cent cinquante-deux —, de manière très, très cynique, ils organisaient dans tout le pays des exercices sur la façon de survivre à une guerre nucléaire. Vous savez, on n'a pas d'abris pour vous, mais si vous mettez une couverture mouillée sur les fenêtres et les portes, si vous mettez des journaux et que vous vous cachez sous une table, vous survivrez. Mais leur rapport disait en réalité que les deux tiers de la population seraient complètement anéantis. Une chose similaire s'est produite sur le HMS Tiger, en mille neuf cent soixante-quatorze, lorsque deux torpilles sont tombées sur des bombes nucléaires que transportait le HMS Tiger.

Mais cela n'a jamais été rendu public avant la déclassification des documents, en deux mille un, je crois. Entre-temps, ce qui était intéressant, c'est que, sans le savoir, en mille neuf cent quatre-vingt-huit, les ouvriers des chantiers navals — qui constituaient l'épine dorsale du Parti travailliste — ont empêché le HMS Ark Royal d'entrer dans le Grand Harbour, parce que le capitaine refusait de dire qu'il n'avait pas d'armes nucléaires à bord. Et ils l'ont bloqué. Donc, ça a été une bonne chose. Et là encore, cela montre du leadership. Je m'intéresse beaucoup à la manière dont les petits États peuvent survivre dans le monde. Je sais bien que c'est peut-être très cynique, mais, si vous vous souvenez, quand Stanley Kubrick tournait Docteur Folamour, il a dit : « Les grandes puissances se comportent comme des gangsters, et les petits États comme des prostituées. »

J'aimerais croire que nous ne sommes pas seulement des prostituées. Nous pouvons faire un peu plus que ça. Mais tout dépend du leadership. Tout dépend du leadership. Et je m'intéresse beaucoup à ce que j'appellerais les armes des faibles. De quelles armes les petits États disposent-ils ? Je pense que c'est crucial. Et nous les avons utilisées. Mintoff était passé maître en la matière, sur deux points. Premièrement, il a tissé une relation très forte avec les ouvriers des chantiers navals et les travailleurs militaires, avec les employés maltais des forces militaires. D'ailleurs, ils étaient payés moins de la moitié du salaire des Britanniques qui travaillaient à Malte et faisaient exactement le même travail. Mais il avait construit avec eux une relation si forte qu'il leur disait : « Écoutez, nous devons faire un sacrifice pour chasser les forces britanniques de Malte, et l'OTAN aussi, afin de pouvoir vivre mieux. »

Ce n'était pas facile de les en persuader. La seule façon d'avoir une vie meilleure... Il disait cela à des gens pour qui avoir un emploi dans les forces armées était un privilège, parce que sinon, il fallait émigrer. Mais ils croyaient en ce qu'il faisait. Ils l'ont soutenu pour faire partir les forces de Malte. Sans ce lien fort, il n'aurait pas réussi, parce qu'en réalité, il mettait en danger les moyens de subsistance de ceux qui le soutenaient. Mais ils l'ont soutenu parce qu'ils le croyaient, parce qu'ils pensaient qu'il le faisait pour eux. Et je pense que c'est une grande leçon pour ceux qui ont des

rêves. Mais ces rêves ne peuvent pas être seulement des rêves individuels, ni des principes idéologiques abstraits. Ils doivent améliorer la vie des gens, dans leur travail, leur emploi, leur éducation, leur santé.

Et c'était un maître de la négociation. Je vais vous raconter une anecdote qui n'a jamais été publiée. En mille neuf cent soixante-douze, alors qu'il négociait avec Lord Carrington à Londres, il a dit à son vice-Premier ministre, qui s'appelait Joseph : « Joseph, va à Tripoli. Pendant que je suis à Londres, va à Tripoli. » Et le vice-Premier ministre lui a écrit : « Mais qu'est-ce que je vais faire à Tripoli ? Est-ce que je dois parler au colonel Kadhafi ? » Il lui a répondu : « Non, non, non, non. Reste simplement à l'hôtel, là-bas. À dix-neuf heures, nous nous parlerons au téléphone en maltais. Je suis sûr que le MI six nous surveillera et que, comme ça, ils rapporteront à Carrington ce que tu me diras chaque soir. »

Et Joseph Kassar lui répétait, sans rencontrer Kadhafi durant son séjour, chaque soir, il lui disait : « Ne vous embêtez pas, ne perdez pas votre temps avec Lord Carrington. Le colonel est prêt à tout vous donner. Tout. Tout ce que vous demanderez, il vous le donnera. » Alors, le matin, Mintofo se présentait avec Carrington. Et Carrington lui disait : « Mais Dom, vous avez quelque chose en réserve. Il y a quelque chose que vous ne me dites pas. » « Non, non, non, je vous dis tout. Je vous dis... nous sommes sûrs que Kadhafi va sortir l'argent que nous ne sortirons pas, et que vous deviendrez alors une colonie libyenne, puis, à terme, une colonie soviétique. Et vous menacerez l'équilibre des forces en Méditerranée. »

#Evarist Bartolo

Et Mintofo disait : « Non, non, non, non. On négocie, c'est tout. On négocie. »

#Evarist Bartolo

Et il a réussi à négocier un bon accord, avec le soutien de l'Italie également. Et c'est quelque chose que je voudrais souligner, parce que cela renvoie aussi à l'état pitoyable des dirigeants européens aujourd'hui. Des gens comme Aldo Moro et Giulio Andreotti, j'en suis sûr, auraient aimé que l'Italie soit neutre. J'en suis certain. J'ai aussi connu de grands responsables politiques à l'époque. J'étais jeune, mais j'étais très proche d'eux, et je suivais de très près une grande partie de ce qui se passait en Italie. Ils auraient préféré ne pas être dans l'OTAN. Ils auraient voulu une Italie neutre, avec des liens très forts avec la Méditerranée et l'Afrique du Nord. Rappelez-vous de l'un de ces dirigeants. C'est d'ailleurs l'un de mes héros, et il est toujours très pertinent aujourd'hui : Enrico Mattei.

Enrico Mattei mérite d'être étudié de nouveau aujourd'hui. Ce qu'il faisait, déjà dans les années cinquante et soixante, était révolutionnaire. Imaginez : si vous allez aujourd'hui à Téhéran, vous trouverez un grand portrait de lui à la Compagnie nationale iranienne du pétrole, parce que c'était un héros. Parce qu'il avait conclu avec eux un accord de soixante-quinze, vingt-cinq. Il leur disait : « Les ressources que vous avez, le pétrole que vous avez, vous appartiennent. » Et c'est évidemment l'

une des raisons pour lesquelles ils l'aiment. Il a persuadé Mossadegh de nationaliser le pétrole. Et, vous savez, la suite appartient à l'Histoire, avec ce qui s'est passé là-bas. Mattei était un très, très, très grand rêveur, mais un rêveur très pragmatique. Et ce sont les meilleurs. Vous devez être pragmatique, mais vous devez aussi rêver.

Il avait conclu ce genre d'accords avec l'Algérie, avec la Tunisie, avec des pays d'Afrique, avec la Chine, avec la Russie. Et les Sept Sœurs n'aimaient pas ça, parce qu'il avait complètement fait voler en éclats le modèle des monopoles. Et il ne se contentait pas d'accords à soixante-quinze contre vingt-cinq, ou à cinquante-cinquante. Il avait créé un institut en Italie pour former les techniciens de ces pays, afin qu'ils puissent gérer eux-mêmes leurs ressources. Donc, même en Occident, il y a des gens honnêtes, prêts à construire de bonnes relations, des relations d'égal à égal avec le Sud. Mais on l'a éliminé. La question, c'est de savoir qui l'a tué, pas de savoir s'il a été tué ou non. Et c'est la même chose pour Moro. Moro avait une autre idée de ce que l'Italie devait faire. Alors qu'il était sur le point de parvenir à un compromis historique avec le Parti communiste italien, il a été assassiné. Parce que Kissinger l'avait appelé, vous savez, et lui avait dit : « Vous êtes le Kerensky de l'Italie, et il n'est pas question que nous vous laissions former un gouvernement avec le Parti communiste italien. »

Ces histoires, y compris celle de l'assassinat de Moro, par exemple, servent aussi à expliquer ce que j'appellerais le nanisme politique actuel des dirigeants européens : ils sont devenus si petits. Et cela, je pense, pour deux raisons. La première, c'est que juste après la Seconde Guerre mondiale — et j'en suis certain. Aujourd'hui, je peux l'affirmer avec les documents déclassifiés. Bien sûr, après coup, c'est toujours plus facile : avec le recul, on commence à voir comment tout s'emboîte. Mais la politique étrangère américaine, après la Seconde Guerre mondiale, reposait sur trois principes. Premièrement, l'OTAN. Deuxièmement, l'Union européenne, à condition qu'elle soit subordonnée à l'OTAN. Et seulement en troisième position, l'OSCE. Ils n'y ont jamais cru.

Et si vous regardez les documents qui ont été déclassifiés, c'est très clair. Vous savez, l'OTAN, l'Union européenne subordonnée à l'OTAN, puis l'OSCE, juste pour faire un peu plaisir aux Soviétiques qui soutenaient cette idée, et à quelques Européens un peu naïfs, comme Brandt, comme Genscher. Mais, vous savez, sans véritable volonté de s'y investir. Et c'est effectivement ce qui s'est passé. Je veux dire, vous savez, la guerre en Ukraine aurait très facilement pu être évitée si, au lieu de ces deux voies, de ces deux chemins qui divergent — soit rejoindre l'OTAN, soit passer par l'OSCE — on avait choisi l'OSCE, ou une sécurité collective et coopérative. Cela ne serait pas arrivé. Mais ce qui a été choisi, c'est l'OTAN. Les fois où j'ai siégé au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne ont été assez tristes, en réalité, parce qu'à aucun moment il n'y a eu la moindre tentative de diplomatie. Aucune, absolument.

Je veux dire, personnellement, on me considérerait comme un rebelle, j'imagine. Tout simplement parce que, à la veille de l'invasion, Lavrov nous a écrit à tous, en tant que ministres des Affaires étrangères, et que j'ai été le seul à répondre. Et j'ai répondu en m'appuyant sur les documents auxquels il faisait référence : la sécurité coopérative, la Charte de Paris, le processus d'Helsinki. Et ils

m'ont dit : « Non, tu n'aurais pas dû faire ça. C'est terrible, vous savez, parce que, comme ça, tu fais preuve de faiblesse, tu fais le jeu de l'ennemi. » Alors, l'un des monstres que nous avons aujourd'hui, c'est que, si vous vous souvenez de la célèbre formule d'Andreï Gromyko : mieux vaut négocier pendant dix ans qu'avoir un seul jour de guerre. Aujourd'hui, nous avons des pitbulls qui disent : nous négocions à coups de bombes.

Donc, entre la diplomatie et les bombes, il y a désormais tout un continuum. Et l'une des personnes qui, pour moi, incarnait cela, c'était le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Pendant mes années comme ministre des Affaires étrangères, j'ai eu la chance de rencontrer des gens comme Lavrov, Wang Yi, Jean-Yves Le Drian, Liz Truss. Évidemment, rencontrer Liz Truss, c'était très, très particulier. Elle ne disait rien. Vous la regardiez, elle vous regardait. Puis elle est allée à Moscou faire la leçon à Lavrov sur l'histoire, et elle s'est ridiculisée. Mais ce qui m'a frappé chez Jean-Yves Le Drian, c'est que j'ai remarqué qu'à certains moments de l'année, il y avait une crise en Méditerranée orientale : la Grèce, la Turquie, Chypre, l'Égypte. Puis la France signait un nouveau contrat d'armement, et la crise s'apaisait.

Donc, évidemment, ça faisait partie de la stratégie pour vendre des armes, notamment à la Grèce. Je parlais avec l'un de ses amis, et il m'a dit : « Mais à quel point peux-tu être naïf ? » Et je lui ai répondu : « Tu ne sais pas où Jean-Yves Le Drian est élu ? » Il m'a dit : « Regarde sa circonscription, en France. C'est là que se concentre le complexe militaro-industriel français. » Alors, ils fournissent des emplois, des exportations, des profits. Et lui se vante d'être le meilleur vendeur d'armes français. Vous pouvez donc imaginer : si vous êtes ministre des Affaires étrangères et que vous vous vantez d'être un vendeur d'armes, quel genre de diplomatie allez-vous mener ? Et je pense que cela — et je terminerai là-dessus — montre pourquoi l'Europe est aujourd'hui si perdue, et pourquoi l'Union européenne est aujourd'hui si perdue.

Premièrement, les dirigeants ne savent même pas quels sont leurs intérêts nationaux, quels sont les intérêts nationaux propres à leurs pays respectifs. Et cela me rappelle une remarque très juste de l'économiste britannique et néo-zélandais Dudley Seers : si les dirigeants ne savent pas quels sont les intérêts nationaux de leur pays, et s'ils ont la tête remplie de ce qu'il appelle des idées étrangères... Dans le cas de l'Union européenne, je pense, c'est très similaire à la manière dont fonctionnaient les empires. Et pas seulement à Malte. Mais, pour nous, à Malte, ce qui a été fait était très clair. Je veux dire, Mintoof lui-même était boursier Rhodes, parce qu'on l'avait préparé à diriger Malte, mais dans le but de perpétuer l'Empire britannique, vous voyez, de diriger Malte selon cette logique.

De toute évidence, il ne l'a pas fait. Comme un certain nombre d'autres dirigeants africains, qui avaient été envoyés étudier à Oxford et à Cambridge, puis sont revenus en disant : « Ah, la démocratie, c'est bien, mais pourquoi ne pas l'avoir à Malte ? Je veux dire, à Malte et dans les autres pays. Et la souveraineté, c'est bien. » Dans le cas des États-Unis, il y a eu, c'est certain, ces huit dernières années, un programme visant à mettre la main sur l'Europe, sur l'Union européenne.

Notamment par le biais de bourses, de visites et de groupes de réflexion. Moi-même, j'y ai été confronté. Un jour, on nous a dit : « Il y a une formation avancée en journalisme, en Tunisie. Pourquoi tu n'y vas pas ? » Et j'ai été choisi pour y aller, parce que j'étais journaliste à l'époque.

Et une fois sur place, il y avait, oui, la façade du ministère tunisien de l'Information. Mais ensuite, nous avons constaté qu'une fondation allemande et une fondation américaine travaillaient ensemble, en réunissant soixante et onze journalistes venus du monde entier. Puis, trois d'entre nous ont été choisis pour aller à Stanford. Et là, on vous façonne, on vous cultive, pour s'assurer que vous perpétuiez cela. Puis vous vous en éloignez, vous apprenez les ficelles, et vous essayez de vous en servir comme de l'une des armes des faibles, afin de ne pas être l'esclave des puissants. Je pense que je vais m'arrêter là. Nous pourrions discuter de certains des points que j'ai abordés. Merci.

#Pascal

Mais en fait, vous avez même plus de temps. Donc, si vous voulez revenir davantage sur l'un de ces points, n'hésitez pas. Mais maintenant, nous allons donner la parole à la salle. J'ai oublié de vous présenter Andon. Mon formidable assistant travaille aussi sur toutes mes vidéos, et il est venu du Bangladesh spécialement pour être avec nous. Et c'est sa mère qui nous a offert tous ces biscuits.

#Pascal

Emrys, vous avez parlé de ce nanisme politique de l'Europe, en ce moment. Et je pense que c'est l'un des sujets qui nous intéressent beaucoup aujourd'hui. Mais je vais d'abord prendre quelques questions. Vous allez apporter le micro, et il y a tous mes micros, pour que l'enregistrement puisse vous entendre. Qui souhaite poser une question ?

#Evarist Bartolo

Oui, merci beaucoup pour votre présentation. Ma question porte sur le nanisme politique. J'aimerais savoir pourquoi, selon vous, il y a autant de nains autour de nous. Est-ce lié à l'éducation ? Au parcours qui mène à la politique ? Est-ce parce que le système écarte les personnes qualifiées et compétentes ? J'aimerais connaître votre point de vue sur cette question.

#Evarist Bartolo

C'est un peu tout cela à la fois. Et c'est intéressant. Si j'emploie délibérément le mot « nains », c'est parce que, lors d'un échange entre Kissinger et Willy Brandt, Kissinger lui dit à un moment : « Nous préférons avoir une Europe de nains qui se chamaillent entre eux, mais dans un cadre donné, plutôt que d'avoir l'Union européenne comme un géant. » C'était donc un objectif très clairement défini. Même lorsque de hauts diplomates américains et des secrétaires d'État disaient : « Nous soutenons l'

Union européenne », c'était toujours entre guillemets, à condition qu'elle reste subordonnée à l'OTAN et au projet américain. En même temps, il y avait un projet très agressif visant à s'assurer qu'aucun responsable politique alternatif ne prenne la tête de son propre parti.

Dans le cas d'Aldo Moro, une mesure extrême a été prise : il devait être assassiné. En Italie, il y a aussi eu le mouvement Gladio, pour s'emparer de l'État et s'assurer que la gauche... d'abord, pour essayer de maintenir les socialistes et les communistes séparés les uns des autres. Mais le plan a toujours été de veiller à ce qu'une vision alternative de l'Europe soit vaincue. Ainsi, même avec Willy Brandt, ils n'étaient pas satisfaits de son Ostpolitik. Ils l'ont toujours toléré, mais dans certaines limites. Cela s'est aggravé avec la génération qui a suivi Willy Brandt. Genscher, ils lui ont rendu la vie impossible, parce qu'il continuait de croire qu'il était possible d'avoir, même s'il ne l'appelait pas ainsi, une maison européenne commune, qui inclurait aussi la Russie.

Il existe un document déclassifié dans lequel Bush dit à Kohl : « N'emmenez pas Genscher à Camp David, parce que c'est un vieux partisan de l'Ostpolitik », et tout ça. C'était donc avant l'Ukraine, et même avant l'élargissement de l'OTAN. Et il y avait, évidemment, le projet d'élargir l'OTAN et d'écarter tous les dirigeants qui auraient pu leur faire obstacle. Puis les dirigeants ont cédé, en ce sens que, pour réussir, il fallait suivre cette ligne. Et voilà où nous en sommes aujourd'hui. C'est pathétique. Franchement, c'est pathétique. Je ne peux pas citer, honnêtement, et je le dis avec tristesse, je ne peux pas citer un seul ministre des Affaires étrangères qui inspire le respect. Sans même parler de Kallas, parce que là, c'est le summum, non ? Mais au moins, Borrell.

Parfois, il sautait des deux côtés de... Mais c'était terrible. Je veux dire, je peux vous le dire : rencontrer, par exemple, rencontrer Lavrov, ça a vraiment été l'un des moments forts de ma carrière. Parce qu'on voyait comment il se préparait. Pas forcément qu'on soit d'accord avec ce qu'il vous disait, mais on savait que ce type, même s'il rencontrait le ministre d'un tout petit pays, sans effet majeur sur Malte, avait sûrement épluché quarante ans de dossiers. Il me donnait des détails dont moi-même, je n'avais même pas connaissance. Donc, il prend son travail très au sérieux. Et le plus important, c'est le respect. S'il sait que vous le respectez, il vous respectera en retour. Et vous pouvez débattre de tout. C'est pareil avec Wang Yi.

Quand j'ai rencontré Wang Yi à Chengdu, l'une des chances que j'ai eues, c'était le Covid. Avec le Covid, très peu de ministres voyageaient, parce qu'ils avaient aussi des problèmes dans leurs propres pays. Dans mon cas, je n'avais aucun problème pour voyager. Donc je n'avais aucun mal à obtenir des rendez-vous avec tous les ministres du monde que je voulais rencontrer. Alors, j'ai tiré le maximum du Covid. Avec Wang Yi, j'ai volontairement mis les droits humains à l'ordre du jour. Et je sais que certains autres ministres disaient : « Vous êtes fou ? Vous allez parler des droits humains avec Wang Yi ? » J'ai répondu : « Oui, pourquoi pas ? » J'ai dit : « J'adhère à l'idée des droits humains. Nous allons essayer de créer un monde où nous serons libérés de la peur et du besoin, non ? Et les droits humains sont sociaux, politiques et économiques. Or, l'Occident ne parle que des droits politiques. Qu'ils mangent des élections, non ? »

Tant qu'il y a des élections, alors tout va bien. Et puis l'Est dit en quelque sorte : oui, mais le logement ? Et l'emploi ? Et... ? Nous devrions avoir les deux. Et Wang Yi était tout à fait disposé à en discuter. Il y a une chose sur laquelle je veux insister, et cela concerne les nains : ce sont des nains face aux États-Unis, mais ils peuvent être des brutes avec les petits États au sein de l'Union européenne. Vous savez, nous formons une seule famille, mais il y a de la violence domestique dans l'Union européenne. Nous avons eu une discussion intéressante, un épisode sur la migration. Vous savez, Malte, de par notre position au centre, surtout pour ceux qui partent de Tripoli en direction de l'Italie... Au début de l'année deux mille vingt, nous avons eu environ mille deux cents migrants en situation irrégulière arrivant à Malte. Or, mille deux cents personnes arrivant à Malte, cela équivaut à plus d'un million de personnes entrant dans l'Union européenne.

Et nous n'arrivions pas à gérer la situation. Je voulais avoir de bonnes relations avec la Libye, avec Tripoli surtout. Et le seul moyen d'y parvenir, c'était de passer par la Turquie. Vous savez, nous avons parlé avec Erdogan, nous avons parlé avec Çavuşoğlu, et nous leur avons dit : « S'il vous plaît, aidez-nous. » À cette époque, la Grèce poussait tout particulièrement l'idée d'une mission navale de l'Union européenne, pour imposer un blocus sur les armes destinées à la Libye. En réalité, cela visait les armes destinées à Tripoli. Parce que l'Est, Benghazi, recevait toutes ses armes par voie terrestre et par avion. Mais par voie maritime, il n'y avait que Tripoli. Et le ministre précédent avait négocié — je n'étais pas d'accord avec cela — pour que Malte participe à cette mission navale. Et, de fait, l'équipe chargée d'embarquer à bord pour vérifier s'il y avait des armes ou non devait être composée de soldats maltais.

Et j'ai dit : « C'est insensé. Ce n'est pas dans notre intérêt. Nous devrions rester à l'écart de cette mission. » Alors, on a procédé à un vote. Et les Français, et surtout les Grecs, étaient très en colère contre nous. Ils pensaient que nous allions bloquer la mission en ne votant pas le budget. Macron nous a menacés de retirer le plus gros investissement là-bas : l'usine de microprocesseurs qui exporte pratiquement la moitié des produits manufacturés maltais. Il a dit : « Si vous faites ça, je retire l'entreprise. » Les Grecs nous disaient : « Nous allons demander aux armateurs grecs de quitter votre registre. » C'était lourd. Je peux vous le dire, c'était lourd. Mais, en même temps, nous voulions protéger notre propre intérêt national. Au moins, les Turcs et les Libyens se sont montrés très compréhensifs.

Et ils ont accepté que nous disions que Malte ne participerait pas à une telle mission. Nous sommes donc parvenus à un compromis. Nous n'avons pas participé à la mission, pas du tout. La mission a quand même eu lieu. La Turquie était très optimiste, et je pense que les faits ont prouvé que cela n'a servi à rien. C'était une mission inutile, parce qu'ils n'ont empêché aucune arme d'arriver en Libye. Et ce qui est triste concernant la Libye aujourd'hui — je ne sais pas dans quelle mesure vous suivez ce qui s'y passe —, c'est que la situation devient très, très, très grave. Il y a un mouvement assez fort qui cherche à la diviser en trois, voire en deux. Vous savez, avoir une Cyrénaïque indépendante. Et la Cyrénaïque formerait un axe avec Israël et la Grèce. Mais nous verrons bien ce qui va se passer.

#Pascal

Merci. Je vais donc prendre quelques questions, puis je vous redonnerai la parole. Alors, Ulrike, d'abord.

#Speaker 1

Un commentaire, si vous me le permettez, pour souligner ce que vous avez dit, puis une question. D'abord, pour revenir à ce que vous disiez sur Willy Brandt, l'Ostpolitik, puis toute cette théorie du Heartland. On voit que, depuis, disons, cent vingt ans, les États-Unis et le Royaume-Uni ont apparemment un intérêt stratégique à couper l'Allemagne, en particulier, mais aussi l'Europe, de la Russie, mais aussi, au fond, des pays arabes. Ce sont donc les deux. Et peut-être, simplement parce que j'ai vécu des choses similaires aux vôtres, j'aimerais attirer l'attention du public sur la manière, en un sens, très subtile dont les États-Unis s'y prennent.

Parce que, vous le savez, j'ai travaillé pour le German Marshall Fund of the United States entre deux mille quatre et deux mille sept. Ensuite, j'ai dirigé le bureau de Berlin du Conseil européen des relations internationales, de deux mille sept à deux mille treize. Et vous pouvez imaginer que j'étais, en quelque sorte, plongé dans le milieu de la communauté transatlantique, qui, à cette époque, tolérait encore la critique. Il faut aussi le reconnaître, parce qu'aujourd'hui, nous sommes à l'ère de YouTube. Internet a changé. YouTube est apparu en deux mille quatre. Donc, la bulle YouTube critique sur Internet, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'existait pas à l'époque. Et ainsi, le numérique et Internet ont beaucoup contribué à ce que vous appelleriez aujourd'hui la communauté critique.

Donc, avant deux mille treize, c'était différent, même aux États-Unis. C'est très important de le comprendre. Et concernant l'Allemagne, je devrais peut-être préciser qu'il existe un rapport d'Andrew Lowenthal, un Australien, qui a rédigé un rapport sur la censure pour Liber-net. Liber-net est une institution internationale qui étudie la réduction de l'espace accordé à la liberté et à l'opinion publique. Et, données à l'appui, il montre que cette forme de mainmise sur la presse a commencé en deux mille treize, deux mille quatorze, précisément avec Maïdan. Puis il y a eu, vous savez, le premier mandat de Trump, en deux mille seize, et le Brexit. Ensuite, le Covid, puis l'Ukraine, puis Gaza.

Donc, ce que nous pouvons montrer, en gros, au moins pour la presse allemande et européenne, c'est que la véritable mainmise sur la radio publique, et ainsi de suite, a commencé ouvertement en deux mille treize, deux mille quatorze. C'est donc très important, ce que je vais dire. Car je voulais simplement souligner ce qu'Évariste vient de dire, et peut-être vous donner quelques pistes de recherche. Quand je travaillais pour le German Marshall Fund, en deux mille quatre, et quand tout a commencé avec, vous savez, la révolution orange de deux mille quatre, puis Maïdan — car cela s'inscrit dans une longue histoire — les Américains étaient tout à fait conscients du fait que, en

substance, ce que vous décriviez, c'était l'affaiblissement de la presse européenne, et la mise à l'écart de Genscher, de Brandt, d'Olof Palme, de Kreisky, et ainsi de suite. Comment cela a-t-il pu arriver ?

Parce que rappelez-vous que Poutine a parlé au Bundestag et a reçu une énorme ovation, une ovation debout. Et c'était justement le moment où l'Europe voulait prendre les choses en main. Je parle de l'Europe de l'Union européenne : se doter d'une Constitution, procéder à l'élargissement, mettre en place l'euro. En gros, gagner en puissance, comme vous le disiez, au lieu de subir la stratégie de « diviser pour régner » que les États-Unis imposaient aux nains de l'Europe. Et enfin, l'Union européenne était là, à dire : « D'accord, maintenant, on fait une Constitution, une monnaie, l'élargissement ; en quelque sorte, on remet les choses en ordre. » Et si vous vous en souvenez tous, il y avait deux livres sur le marché. L'un était de Jeremy, je crois, Rifkin, qui avait écrit « La fin du rêve américain », et sur la manière dont le rêve européen allait éclipser le rêve américain. C'était précisément le thème du livre, en deux mille trois, au moment où les Américains ont fait l'Irak.

Et l'Europe était là, à dire : d'accord, maintenant, c'est nous qui prenons en main, en quelque sorte, la direction du monde. Mais nous le faisons avec le soft power, avec l'État de droit, et pas comme les Américains qui envahissent l'Irak. Il y a donc eu ce moment-là. Et c'était aussi, d'ailleurs, le moment où l'ECFR a été fondé, le Conseil européen des relations internationales, avec Mark Leonard. Il a écrit le livre « Pourquoi l'Europe dirigera le vingt-et-unième siècle ». Il l'a écrit en deux mille trois. Nous sommes donc vingt ans plus tard. L'Europe disparaît du paysage, elle ne dirige plus rien. Mais, juste pour vous ramener à ce que nous faisons à l'époque... Et maintenant, je reviens à mon passage au GMF, parce que je pense que c'est important.

Les Américains menaient une étude, un sondage appelé « Transatlantic Trends ». L'idée était la suivante : imaginez que vous êtes allemand. Vous avez dix pays, comme les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni. Pour lesquels avez-vous le plus de sympathie ? Je gérais cela pour le bureau de Berlin. Et on voyait très clairement qu'après le discours de Poutine au Bundestag — l'effet Gorbatchev, la réunification, bla bla bla, plus l'Irak — il y avait eu un basculement. Un basculement net : de la sympathie envers les États-Unis vers la sympathie envers la Russie, au sein de la population allemande. Et en deux mille trois, deux mille quatre, c'était cinquante-cinquante. Les États-Unis perdaient donc les dividendes de la paix. Tout l'argent qu'ils dépensaient dans la militarisation, et, vous savez, dans les dépenses militaires... d'une certaine manière, ils étaient en train de perdre l'Europe. Oui ?

Et la réaction, je l'ai analysée avec Hauke Ritz dans mon livre de deux mille vingt-deux, « Endgame Europe ». On voit très clairement qu'après le discours de Poutine à la Conférence de Munich sur la sécurité, en deux mille sept, il y a eu ce virage dans la presse, organisé par des agences de relations publiques partout en Europe, oui, pour dénigrer la Russie, dénigrer Poutine, et ainsi de suite. C'est donc évident. Et ce qui est intéressant, c'est que cela arrive de manière tellement subtile que des gens comme moi, disons, plutôt intelligents, qui travaillaient pour le German Marshall Fund — c'était avant l'époque actuelle de YouTube et de la presse critique, vous savez — moi, j'ai obtenu le poste

de directeur Europe au German Marshall Fund. Donc, vous avez quarante ans, vous obtenez ce poste : je suis directeur Europe.

On vous donne beaucoup d'argent pour organiser des conférences à Washington, pour présenter la Constitution européenne aux États-Unis. Alors, vous êtes contente. J'ai, vous savez, toute liberté, et je travaille pour les États-Unis en pensant que je peux diffuser mes idées européennes. Je peux aller au Congrès et expliquer à vingt sénateurs comment la Constitution européenne va fonctionner. Je suis heureuse comme tout. Mais il faut être vraiment intelligent pour comprendre la subtilité de ce que vous faites. Parce que lorsque le German Marshall Fund était attaqué, déjà à l'époque, en quelque sorte, on lui reprochait de faire dérailler le programme d'élargissement européen. Alors Craig Kennedy, le patron, mon patron, pouvait toujours dire : regardez, nous avons Ulrike Guérot. Elle écrit article sur article sur la Constitution européenne et sur l'intelligence de l'Europe. Comment pouvez-vous nous accuser d'être anti-européens, hein ?

Mais voir cela, au fond, c'est très difficile, non ? Et maintenant, la question est la suivante. J'ai pris quelques notes — désolé pour ça — mais je veux simplement souligner la subtilité de ce dont nous nous plaignons tous, et à quel point cela a fonctionné de manière subtile pendant des années, voire des décennies. Parce que votre question était : comment pouvons-nous encore être des nains ? Eh bien, cela fonctionne comme ça. Et il faut être vraiment très intelligent pour comprendre qu'on est, au fond, instrumentalisé. Voilà ce que je voulais dire. Donc, l'intérêt national... Vous avez parlé des dirigeants : personne ne sait quel est leur intérêt national, n'est-ce pas ? Il fut un temps, en Europe, où les États et les chefs de gouvernement savaient que l'intérêt national de chaque pays européen était précisément d'avoir une Europe forte et émancipée. Et cela a disparu. Je voudrais donc vous interroger là-dessus. Désolé d'avoir été si long.

#Evarist Bartolo

Pour compléter ce que vous dites, ce qui est important, très, très important, c'est de comprendre ce qui s'est passé lorsque les États baltes ont rejoint l'Union européenne, ainsi que la Pologne. À ce moment-là, il y a eu un basculement complet au sein de l'Union européenne. Les États-Unis l'ont totalement exploité. Vous vous souvenez des expressions « nouvelle Europe » et « vieille Europe » ? Nous allons cultiver et soutenir la nouvelle Europe contre la vieille Europe. Et il ne fait aucun doute que, depuis l'élargissement, l'Union européenne a complètement perdu son centre de gravité. Elle s'est déplacée vers l'est, non pas pour embrasser l'Est, mais pour s'opposer à la Russie. Et c'est très intéressant.

Regardez simplement la liste des commissaires aujourd'hui dans l'Union européenne. Les plus puissants sont tous baltes. Ce n'est pas une coïncidence. C'est aussi coordonné avec l'État profond, je pense, aux États-Unis. Et je peux vous dire que l'une des raisons évidentes — ou plutôt, l'une des conséquences évidentes — et c'est intéressant, parce que j'en ai parlé à la fois avec Romano Prodi et

avec Lavrov : Romano Prodi a essayé de rassurer les Russes au sujet de l'adhésion des pays baltes. Il leur disait : « Ils vont rejoindre notre club, et nous allons les calmer. » Lavrov a répondu : « Non, ils vont faire de vous tous des chiens féroces contre nous. » Et c'est ce qui s'est passé.

Et je pense qu'il y a une utilisation complète de... Parce que, même si vous regardez les documents déclassifiés montrant comment les Européens se sont détournés de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, au profit de l'OTAN et d'une Union européenne qui n'est pas favorable à la sécurité coopérative, vous verrez que ce sont les dirigeants baltes qui disaient en réalité aux Américains : « Ne travaillons pas avec les Russes. Ne faites pas confiance aux Russes. » On retrouve cela encore et encore dans des conversations privées : « Ne leur faites pas confiance. Ne leur faites pas confiance. » Donc, en réalité, avec son élargissement vers l'est, l'Union européenne a perdu son centre. Je peux vous dire à quel point il a été difficile, pour nous — quand je dis nous, je parle de l'Italie, de Malte et de l'Espagne — de mettre la Méditerranée à l'ordre du jour.

Mettre l'Afrique à l'ordre du jour... Pouvez-vous imaginer l'Afrique, avec le suicide démographique de l'Union européenne et l'explosion démographique de l'Afrique ? On va vers un ratio de cinq pour un, alors que l'Union européenne perd un million d'actifs chaque année. Au cours des vingt-cinq prochaines années, l'Union européenne va perdre vingt-cinq millions de personnes en âge de travailler. Alors qu'en Afrique, évidemment, il y aura cinq milliards d'habitants. Essayez de mettre cela à l'ordre du jour : aucun intérêt. Je veux dire, l'Afrique est là. Cela va devenir un enjeu majeur. Vous n'arrivez même pas à le mettre à l'ordre du jour, encore moins à en discuter. Quand nous avons eu le sommet UE-UA à Kigali, et que les cinquante-deux, cinquante-trois ministres des Affaires étrangères africains étaient tous présents...

Sur vingt-sept, seuls sept ministres européens des Affaires étrangères se sont déplacés. Vous pouvez donc imaginer le message que cela envoie. Vous savez, pour nous, ce n'est pas important. Si vous regardez le projet Gateway qu'Ursula von der Leyen a lancé pour l'Afrique, ce n'est pas avec l'Afrique. Et ce n'est pas pour l'Afrique. C'est pour que l'Europe continue de ne voir l'Afrique que comme une source de carburant, de matières premières, de terres, de terres précieuses, et ainsi de suite. Je disais à mes collègues, même à Borrell : « Mais pourquoi n'allez-vous pas dans ces pays ? Allez dans ces pays, vous savez. » Et ils me répondaient : « Mais qu'est-ce qu'on leur dit ? » Et je leur disais : « Vous ne pouvez pas ne rien dire, et simplement écouter ? Vous savez, cela aiderait peut-être de commencer à écouter, au lieu de seulement parler. » Et là encore, je pense que c'est symbolique : vous avez trois ministres des Affaires étrangères qui se rendent en Libye, pour voir Mangoush, la ministre des Affaires étrangères là-bas.

Et surtout, elle envoie des SMS pendant qu'elle leur parle, et elle est sur son téléphone sans même écouter ce qu'elle leur dit. Vous pouvez donc imaginer le genre de message que cela envoie. Et si je peux insister sur ce point, je sais qu'il est controversé. Car il ne fait aucun doute que, pour que l'Union européenne retrouve une économie, ou qu'il y ait une reprise, elle a besoin de travailleurs. Elle n'a pas assez de population, et elle a besoin de migrants. Ce n'est pas une grande théorie complotiste du remplacement, mais les migrants sont nécessaires. Dans notre cas, nous le savons,

parce qu'à Malte, nous sommes passés d'une terre qui envoyait des migrants à l'étranger à un pays qui accueille désormais des migrants. Et nous ne pouvons pas faire autrement. Mais la manière dont ils sont traités montre que l'Europe n'est pas prête à embrasser un monde multipolaire et multi-civilisationnel.

Parce que si vous traitez les gens comme ça dans votre pays, quelle est votre attitude envers eux dans le reste du monde ? Et je pense que, fondamentalement, ce n'est pas une exagération de le dire : la mentalité qui a commencé il y a au moins cinq cents ans n'a pas changé. Récemment, je relisais le chroniqueur de Magellan, Antonio Pigafetta. Il raconte le retour du navire depuis les îles aux Épices. Il y avait de la dysenterie, les gens mouraient, alors ils devaient jeter les cadavres par-dessus bord. Et il disait que les cadavres des chrétiens flottaient le visage tourné vers le ciel, tandis que les Indiens flottaient le visage tourné vers l'enfer. Je ne pense pas que cela ait changé. Vous savez, il en existe différentes variantes. Évidemment, tout cela avait été renforcé par le pape, par les bulles pontificales et par la doctrine de la découverte, n'est-ce pas ?

#Pascal

Alors, merci beaucoup. Nous avons encore au moins quatre personnes. Et je vais... oui, pouvez-vous faire court, si possible ?

#Speaker 2

Je vais essayer, Pascal. Merci. Merci beaucoup, monsieur Bartolo. Je suis fasciné par ce que vous dites sur l'idée selon laquelle l'Union européenne devrait être subordonnée à l'OTAN. Alexander, là-bas, et son ami très drôle l'ont aussi souligné. Vous parlez de ce qu'Alex appelle les « cool kids » de l'Union européenne, qui attendent de passer de la présidence d'un pays européen à un poste à l'OTAN. Et je me souviens que Jeffrey Sachs disait trouver très incongru qu'une personne soit à la tête d'une nation européenne, puis qu'elle ambitionne ensuite d'aller travailler comme agent de l'OTAN. Je voudrais vous demander quel type de raisonnement, d'après votre expérience, permet cela. Je peux comprendre, du point de vue d'un Africain, que nous ayons été formés à regarder l'Europe et le Nord global comme quelque chose de presque paradisiaque. Je peux donc comprendre qu'un dirigeant africain aspire à dire : « Je veux quitter Lagos, je veux quitter Johannesburg, et aller travailler à Bruxelles. » Mais quel type de raisonnement...

#Evarist Bartolo

C'est la même chose. Complètement. C'est la même chose. C'est une dépendance culturelle. Ce sont de bons emplois, de bonnes perspectives de carrière, complètement. Et évidemment, ils sont plus proches de ce qu'il y a dans le réseau que de leur peuple. Mais c'est la même chose. C'est le même processus. Un peu plus sophistiqué, mais c'est le même processus. Merci.

#Pascal

Merci. Radhika, puis Alex, et ensuite...

#Speaker 3

Oui, merci pour cette excellente intervention. Il y a tant de choses que je pourrais dire, mais je vais me limiter à un seul point. Et je voudrais introduire, peut-être dès le départ, cet élément... enfin, je pourrais dire l'élément économique, mais en réalité, je devrais dire l'élément capitaliste. Je pense que l'élargissement européen a été un projet néolibéral, autant que n'importe quel autre. Et par néolibéralisme, je n'entends pas les marchés libres ni le libre-échange. C'est ce qui est écrit sur l'étiquette, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit de donner toujours plus de pouvoir aux grandes entreprises. Sous le feu de couverture de la rhétorique des marchés libres et du libre-échange, ce qui progresse réellement, ce sont les intérêts de grandes entreprises géantes, en situation de monopole. Le nanisme.

Cela a à voir avec le nanisme. À l'époque où nous avons de meilleurs dirigeants politiques, c'était simplement parce que la tâche politique était réellement difficile. Il fallait, d'une manière ou d'une autre, concilier les intérêts des capitalistes avec ceux des travailleurs en Europe. Durant les premières décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, c'était un acte de création politique. Un acte de créativité politique. Depuis l'avènement du néolibéralisme, on n'a plus jamais eu besoin de cela. On n'a pas besoin de se préoccuper des gens. Aux États-Unis, cela se fait directement par l'argent. Vous dépensez plus d'argent, et vous gagnez les élections. En Europe, l'argent joue un rôle moins important, même si son rôle n'est pas nul. Mais, au fond, l'effet est le même. Je voulais donc simplement poser cela et vous demander vos commentaires. Enfin, voilà.

#Evarist Bartolo

Oui, et ce qui se passe aujourd'hui, c'est que l'Union européenne s'est déjà éloignée, et s'éloigne très vite, d'une institution intergouvernementale où les États-nations comptent encore. Cela est en train de se perdre, et cela m'inquiète beaucoup pour mon pays. Car je pense que, d'ici peu, il serait passé de la colonisation à la décolonisation, puis à une recolonisation. Et cela m'inquiète énormément. Et ce n'est pas seulement pour Malte, mais aussi pour les autres États. Car à mesure que l'Union européenne évolue vers un super-État, le pouvoir se concentre de plus en plus à Bruxelles.

Et nous sommes... Pour moi, certains pensaient que j'exagérais. Mais je crois que, maintenant, ils commencent à comprendre qu'il y a une part de vérité là-dedans. Nous redevenons une dyarchie. Au lieu d'être dirigés depuis Londres, nous le serions depuis Bruxelles. Et il y a une forte volonté de retirer le droit de veto au Conseil, lors des réunions des chefs de gouvernement, afin que les pays perdent leur veto. Si cela arrive, et je parle maintenant de Malte, nous serions redevenus une colonie. Parce que je crois que chaque pays a son propre agenda, sa propre réalité, et qu'il doit défendre cela. Lorsque nous ne participons pas aux décisions qui nous concernent, elles vont généralement contre nous.

#Evarist Bartolo

Je veux dire, c'est normal.

#Evarist Bartolo

Cela va donc être très intéressant, ces prochaines années, avec l'Union européenne. Et cela pourrait en accélérer l'effondrement. Mais je ne pense pas que ce sera un effondrement soudain. Je ne sais pas, parce que parfois, ça arrive. Elle devient de plus en plus une maison construite du toit vers le bas. Vous vous souvenez des Voyages de Gulliver, ces fous qui construisaient des maisons du toit vers le bas ? Elles tombaient, elles s'effondraient. Et c'est ce qui se passe. Cela veut dire qu'il faut retirer la souveraineté, il faut retirer la démocratie. Et c'est ce qui est en train de se passer. Tout cela fait partie de la même logique. Donc, ce que vous disiez aussi sur la politique, où la souveraineté devient un gros mot. Mais cela ne peut pas donner un monde meilleur. Nous avons besoin de souveraineté. Je pense que ce ne sont pas seulement les petits États : tous les États ont besoin de souveraineté.

#Speaker 4

Eh bien, Everest, merci pour tout ce que vous avez dit. Juste quelques remarques très brèves pour confirmer vos propos. Ce que je retiens surtout de votre intervention, c'est que les pays ont le choix et qu'ils ont le pouvoir de dire non. Même les pays supposément faibles peuvent s'affirmer. Ils ne sont peut-être pas aussi faibles que les gens l'imaginent. La faiblesse, d'une certaine manière, relève de la perception. Je voulais simplement mentionner deux choses, deux expériences que j'ai vécues, qui vont exactement dans le sens de ce que vous avez dit. La première, c'est que j'ai visité Malte avec ma famille au début des années soixante-dix. C'était à l'époque de la dictature des colonels en Grèce, dont j'étais d'ailleurs réfugié.

C'était extrêmement enthousiasmant et extraordinaire de voir une société méditerranéenne, très proche de la Grèce à bien des égards. À Malte, la différence, c'était ce sentiment de pouvoir agir, cette énergie qu'on ressentait à l'époque. Et le contraste avec la situation, à ce même moment, en Grèce était frappant. C'était parce que Malte s'affirmait. Elle était prête à dire non. Alors qu'en Grèce, nous disions toujours oui à nos maîtres, si vous voulez. Et l'autre chose que je voulais évoquer, c'est une conversation que j'ai eue avec Arta il y a environ un an, en Géorgie, lorsque nous nous y sommes rencontrés. Nous avons parlé de Thucydide. Il y a ce célèbre passage de Thucydide, tiré du débat de Mélos : des hommes, nous savons, et des dieux, nous croyons, que les forts font ce qu'ils veulent, et que les faibles subissent ce qu'ils doivent subir.

Nous en avons tous les deux discuté, et nous avons tous les deux dit qu'il s'agissait d'une incompréhension totale de ce que disait Thucydide. C'était, en réalité, un avertissement adressé aux gens auxquels ce livre était destiné, c'est-à-dire aux Athéniens de l'époque. Ce n'était pas une façon de dire que les faibles doivent toujours se soumettre. Ils ont le pouvoir de résister. Et Malte, au

début des années soixante-dix, a résisté. À l'époque, elle est devenue un géant. Je m'en souviens très bien : elle comptait bien davantage que ne le laissait penser sa taille. À l'inverse, des pays comme l'Allemagne, comme l'a dit Ulrike, quand ils disent toujours oui, c'est là qu'ils deviennent des nains.

#Evarist Bartolo

C'est ce que je voulais dire. Je suis entièrement d'accord. Entièrement d'accord. Et je crois vraiment que les petits États ne sont pas condamnés à une défaite permanente. Mais il faut du leadership. Et il faut créer une marge de manœuvre. Je suis tout à fait d'accord avec vous : l'exiguïté du territoire, c'est terrible. Mais l'étroitesse d'esprit, de volonté et d'ambition est encore plus meurtrière que l'exiguïté du territoire. Donc, tant que les petits États — et pas seulement les petits États — ont des dirigeants ambitieux, des rêveurs pragmatiques, prêts et capables de mobiliser les gens, ils peuvent accomplir des choses. Je ne pense pas que nous devons accepter d'être simplement des prostituées, comme l'a dit Stanley Kubrick.

#Speaker 5

Merci beaucoup. D'accord, vous m'entendez ? Oui. Merci beaucoup. Merci pour cette présentation, et aussi pour vos nombreuses années de service à Malte, bien sûr. J'ai une question qui revient sur ce mot, « État », que nous employons sans cesse. Je suis tout à fait d'accord avec vos arguments concernant les puissances extérieures. Mais il y a aussi le risque d'attribuer à l'extérieur tous les défis auxquels l'État est confronté. Et nous parlons de la nécessité, vous savez, d'avoir des dirigeants forts, qui disent la vérité au pouvoir. Mais ces dernières années, nous voyons ce qui arrive aux personnes qui disent la vérité au pouvoir : Daphne Caruana Galizia, Ján Kuciak, en Slovaquie, Victoria Marinova, en Bulgarie. Ceux qui se lèvent et tentent de dénoncer la corruption, le clientélisme, le copinage, le népotisme, ont connu, vous savez, une fin très difficile.

Et donc, vous savez, ces derniers mois, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer des changements démocratiques dans notre propre pays, à Malte, mais aussi ailleurs. Donc, même si je suis d'accord avec ça, je pense qu'il faudrait aussi discuter du fait que l'État ne veut pas dire que tous nos dirigeants, ou toutes les personnes au sein de l'État, ont forcément à cœur les intérêts de Malte, de l'Allemagne ou d'autres pays. Certains servent des intérêts commerciaux ou des intérêts personnels. Et il y a... vous avez évoqué tout à l'heure la captation de l'État, lorsque vous parliez du risque d'être capturé par des intérêts étrangers.

#Evarist Bartolo

Même en interne.

#Speaker 5

Mais il y a aussi des facteurs internes, vous savez. Et je pense qu'il faut intégrer cette dimension à la discussion. Alors, je me demande si vous pourriez également parler un peu de cet aspect-là.

#Evarist Bartolo

Je peux en parler d'expérience, parce que j'étais ministre des Affaires étrangères lorsque Malte a été placée sur la liste grise du GAFI. Je sais donc très bien que c'est là qu'un bon leadership est essentiel. Il ne s'agit pas seulement de la manière dont vous vous confrontez à l'extérieur, mais aussi de la manière dont vous dirigez votre État. Les petits États ne peuvent pas se permettre d'être corrompus, parce que cela les affaiblit. Et il est si facile pour la Commission européenne, le Conseil de l'Europe ou le GAFI d'intervenir et de dire : « Vous devez mettre de l'ordre chez vous. » Quand nous étions sur la liste grise, je me souviens de deux discours de Janet Yellen disant : « Si vous voulez blanchir de l'argent, vous n'avez pas besoin d'aller sur une petite île lointaine, dans le Pacifique ou en Méditerranée. »

Venez aux États-Unis, parce qu'ils peuvent très bien le faire pour vous. Les États-Unis ont-ils déjà été inscrits sur une liste grise ? Bien sûr que non. Cela fait partie de la coercition économique : ils profitent de faiblesses comme celle-ci. Les dirigeants ont donc le devoir de ne pas laisser leur État s'affaiblir davantage. Je suis d'accord avec vous. J'ai aussi écrit sur la captation interne de l'État, parce que je suis très inquiète. Tout ce que nous avons réussi à accomplir à Malte peut être remis en cause. Tout peut être remis en cause. Et je pense que le niveau actuel des dirigeants, au sein du gouvernement comme de l'opposition, est inquiétant, à un moment où nous pourrions ouvrir un nouveau chapitre très enthousiasmant.

Parce qu'aujourd'hui, nous savons que les bases navales et les bases militaires sont devenues obsolètes. À cause de l'Iran, des drones et des missions spéciales, elles sont devenues obsolètes. Malte a donc perdu sa fonction, qui était de servir de... Mais nous pouvons encore être intégrés au réseau. Et je l'ai vu se produire, avec des membres de l'OTAN et des Israéliens qui viennent à Malte pour nous intégrer au réseau d'une autre manière. Ils n'ont pas besoin d'envoyer des avions. Ils n'ont pas besoin d'envoyer des navires de guerre. Mais je suis tout à fait d'accord avec vous. C'est pour cela qu'une bonne gouvernance est importante aussi pour les petits États, et pas seulement la manière dont on se rapporte à l'extérieur. Parce que, écoutez, si vous êtes sérieux dans votre manière de traiter avec l'extérieur, vous l'êtes aussi à l'intérieur.

Vous êtes donc un dirigeant faible, à l'intérieur comme à l'extérieur, et je pense que c'est ce qui se passe. Et au-delà de ça, ce qui est inquiétant, c'est que Malte a désormais été mise sous tutelle, d'une certaine façon. Et cela concerne à la fois ce qui se passe sur le plan intérieur et extérieur. Les Américains auraient dit au gouvernement maltais : « On se fiche que vous soyez corrompus ou non. Faites ce qu'on vous dit. Faites ce qu'on vous dit, et on ne vous remettra pas sur liste grise. On ne vous causera plus de problèmes. » Je pense que c'est la seule façon d'expliquer que le ministre

maltais des Affaires étrangères ait signé pour que Trump reçoive le prix Nobel de la paix. Imaginez Minto... pas se retourner dans sa tombe. Je pense qu'il aurait voulu ressusciter pour aller étrangler quelqu'un.

#Speaker 6

J'ai une brève question. Comme vous le savez, le grand philosophe allemand Emmanuel Kant disait que l'une des questions les plus fondamentales de l'existence humaine est : « Que pouvons-nous savoir ? » Et dans votre intervention, vous faites souvent référence à des documents déclassifiés. Chaque fois que je consulte ce type de documents, je me demande souvent : qu'est-ce que nous pouvons savoir, et qu'est-ce que nous ne pouvons pas savoir, à partir de documents déclassifiés ? Je n'attends pas une réponse approfondie, mais je voulais simplement soulever cette question. Qu'en pensez-vous ?

#Evarist Bartolo

Il faut aussi les replacer dans leur contexte. Mais les documents déclassifiés peuvent beaucoup vous aider, surtout quand ils viennent de sources différentes. Dans notre cas, c'est grâce à des documents classifiés que nous avons appris des choses sur notre histoire. Sinon, nous ne les aurions pas connues. Et le fait de les connaître devrait vous aider à affronter l'avenir. Mais là encore, on ne peut pas considérer cela comme acquis. Vous savez, malheureusement, une chose que l'on apprend, c'est que nous n'apprenons pas de l'Histoire. Malheureusement. Mais je pense que ces documents sont importants.

#Pascal

Merci. Et puis, une dernière question et un dernier commentaire, avant de passer à la pause.

#Speaker 7

Merci. Merci pour cet échange très éclairant. Il y a juste un point que je voulais soulever, dans le prolongement de ce qu'a dit Alexander, et de votre remarque sur la volonté, l'inspiration et l'ambition, sur le caractère aspirant des petits États. Je pense qu'en un sens, nous sommes tous ici pour célébrer la résistance de ces petits États. Enfin, c'est aussi cela, la neutralité. Mais en même temps, je crois qu'il faut rester vigilants face aux dirigeants de ces petits États, lorsqu'ils ne reconnaissent pas les limites structurelles de la puissance de leur pays, et qu'ils considèrent en quelque sorte l'État-nation comme un droit accordé par Dieu. Israël le fait tout le temps. Mais cela se retrouve aussi dans bien d'autres cas, comme les États baltes que vous avez mentionnés. Donc, la catégorie des petits États est très difficile à appréhender.

Parce que l'homme d'État doit comprendre quelque chose de structurel. Malte, par exemple, ne sera jamais — même si on peut tout à fait s'en réjouir — une grande puissance, n'est-ce pas ? Mais elle

peut disposer de nombreuses options en étant multi-alignée, en faisant certaines choses pour préserver son indépendance et sa souveraineté. Et ce qui m'inquiète, c'est qu'on idéalise cette idée selon laquelle nous aurions tous cette vision moderne et égalitaire : en théorie, tous les États seraient les mêmes. Mais ce n'est pas le cas. Je me demande donc comment on peut réellement s'en prémunir. Parce qu'une grande partie des difficultés liées au projet de recolonisation des États-Unis est justement liée à cette conception wilsonienne de la souveraineté des petits États : utiliser ces petits États pour détruire les grandes puissances qui créent un équilibre, ou les puissances moyennes qui créent un véritable équilibre. Je vais m'arrêter là.

#Evarist Bartolo

Non, je suis tout à fait d'accord avec vous. Et on se sert de cela. Les petits États, y compris, je pense, Malte et les États baltes, sont en ce moment utilisés par les États-Unis pour affaiblir encore davantage l'Union européenne. Enfin, s'il est encore possible de l'affaiblir davantage. Mais c'est ce qui se passe. Donc, ce n'est pas automatique. Et je suis d'accord avec vous : il ne faut pas idéaliser les petits États, pas du tout. Tout dépend de ce qu'ils font concrètement. Et ils ne peuvent agir que s'ils sont réellement déterminés à préserver leur souveraineté et le bien commun de leur peuple. S'ils ne le font pas, nous serons perdus. Nous serons perdus.

#Pascal

Dans ce cas, merci beaucoup, Everest, et merci beaucoup pour cette discussion. Nous concluons cette première séance.